

# Juste Terre!

mensuel n° 219 | avril 2025



## Le plaidoyer, une arme de plus en plus efficace et porteuse

D'emblée, soyons clairs : le nouveau gouvernement Arizona n'a absolument rien à voir avec les délires idéologiques, la violence aveugle, les contre-vérités dystopiques et les renversements géopolitiques insensés de la seconde ère Trump. Mais, à la lecture de l'accord sur lequel il a été porté sur les fonts baptismaux, on ne peut qu'identifier certaines familiarités avec les visions ultraconservatrices qui s'imposent de Buenos Aires à Washington et de Budapest à Rome.

Ce qui frappe le plus dans ce qui est présenté par Bart De Wever comme une tentative ultime pour sauver notre État-providence, c'est l'incessante attaque en règle contre tous ceux et celles qui, d'une façon ou d'une autre, sont amenés à bénéficier un jour de... cet État-providence. Qui sont les principales victimes expiatoires des mesures annoncées ? Les migrants, les chômeurs, les

malades de longue durée, les pensionnés, les allocataires sociaux en général, les familles en précarité et, au sein de chacune de ces catégories, plus encore les femmes que les hommes.

Tout se passe comme si, désormais, l'État-providence se retournait contre ceux et celles qu'il est censé protéger, chaque citoyen, chaque citoyenne, confronté à un coup dur dans sa vie. Personne ne conteste la nécessité de lutter contre les abus de toutes sortes. Mais ce que parvient à faire ce gouvernement, c'est à transformer toutes les personnes les plus vulnérables et les plus précarisées en suspects *a priori* ! Ce renversement complet de l'empathie aboutit à proclamer que la pauvreté est devenue l'ennemi de notre société, plutôt que l'objet de sa sollicitude. Le pauvre mais aussi celui ou celle qui, demain, perdra son job ou sa santé : bref, chacun et chacune d'entre nous.

Édito

© Jean-François Lauwens,  
responsable du Service politique





# 2024 : quelques jalons d'une année sous le signe de l'espoir

Le climat politique global n'a sans doute jamais été aussi inquiétant depuis la Seconde Guerre mondiale. Cela ne nous empêche pas de saluer, comme chaque année, des avancées en faveur des populations les plus menacées.



## Madagascar : une victoire en Italie

Fin 2023, soutenues par Entraide et Fraternité, plusieurs ONG malgaches, notamment notre partenaire BIMTT, ont déposé plainte devant le Point de contact national (PCN) italien de l'OCDE. Elles reprochent à la multinationale Tozzi Green de s'être accaparé des terres agricoles pour y mener des projets d'agrobusiness. Et ce avec des fonds de la banque d'investissement belge BIO, qui a de la sorte été alertée de la situation. Après plus d'un an d'attente au cours de laquelle les pressions n'ont pas manqué de s'exercer sur le gouvernement italien, hôte de ce PCN, celui-ci a fini, en février dernier, par donner droit à la demande : un cycle de médiation sera organisé.

### Pour aller plus loin

*La Belgique, complice d'accaparements de terres à Madagascar ?*  
*Le cas Tozzi Green,*  
par Mamy Rakotondrainibe, étude  
Entraide et Fraternité,  
2022

[miniurl.be/r-60gq](https://miniurl.be/r-60gq)



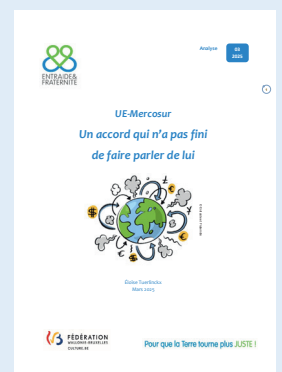
## UE-Mercosur : les autorités belges et européennes au Brésil sensibilisées

En mars 2024, Entraide et Fraternité a mené avec le CNCD-11.11.11 une mission dans les deux plus grands pays du Mercosur, l'Argentine et le Brésil, afin de mesurer les potentiels effets destructeurs de l'accord de libre-échange envisagé avec l'UE. À Brasilia, Entraide et Fraternité et ses partenaires locaux - la Commission pastorale de la terre (CPT) de l'État de Goiás et le Mouvement des paysans sans terre (MST) - ont été invités à la fois par l'ambassadeur de Belgique et par la Délégation européenne dans la capitale brésilienne. Il faut dire qu'Entraide et Fraternité est la seule ONG belge active dans ce gigantesque pays. La délégation a mis en évidence les impacts des accords de commerce sur l'accaparement des terres, la destruction de l'agriculture familiale, la déforestation de l'Amazonie et du Cerrado, l'utilisation de pesticides toxiques et d'OGM et la criminalisation des mouvements sociaux ainsi que des populations autochtones ou descendantes de l'esclavage.

### Pour aller plus loin

*UE-Mercosur, un accord qui n'a pas fini de faire parler de lui* par Eloïse Tuerlinckx, analyse  
Entraide et Fraternité,  
2025

[entraide.be/publication/analyse2025-3/](https://entraide.be/publication/analyse2025-3/)



## TCE : enfin la sortie ?

Dans le flot de mauvaises nouvelles contenues dans l'accord de gouvernement De Wever, une petite ligne inattendue a retenu l'attention : il était dit que la Belgique allait objectiver les conditions d'une sortie du TCE (Traité sur la Charte de l'énergie), que nous demandons depuis des années. En 2024, après la plupart de nos voisins, c'est, sous la pression des associations, rien moins que le Conseil européen qui a annoncé la sortie de l'ensemble de l'Union européenne de ce Traité. Formellement, la Belgique en est encore membre à titre individuel, ce qui autorise des multinationales à attaquer ses mesures environnementales ou climatiques (c'est arrivé en 2024 au port d'Anvers condamné *via* l'État belge à « indemniser » à hauteur de 41 millions le groupe émirati DP World pour avoir renoncé à accorder son extension).

### Pour aller plus loin

*TCE : La Belgique sera-t-elle la dernière à en sortir ?*, par Renaud Vivien, analyse Entraide et Fraternité, 2024

[entraide.be/publication/analyse2024-04/](https://entraide.be/publication/analyse2024-04/)



## « No Other Land » triomphe aux Oscars !

Enfin une bonne nouvelle venue des USA ! Début mars, le documentaire *No other land* de 4 réalisateurs palestiniens et israéliens - Basel Adra, Hamdan Ballal, Yuval Abraham et Rachel Szor - a remporté une fameuse victoire pour la cause palestinienne en remportant l'Oscar du meilleur documentaire sur les terres du principal allié d'Israël, supporter de toutes ses dérives. Un choix d'autant plus remarquable de la part de l'Académie que le film n'est... pas sorti aux États-Unis.

Tourné durant 4 ans, ce film coup de poing montre le quotidien des habitants et habitantes d'une zone du sud de la Cisjordanie harcelés par les autorités israéliennes qui détruisent leurs maisons ainsi que par les colons qui s'emparent de leurs terres. Ce film acclamé à Hollywood avait déjà été sacré au festival de Berlin : c'est une fierté pour nous aussi car Entraide et Fraternité et son pendant flamand Broederlijk Delen ont participé au financement qui a permis aux réalisateurs de lancer la production du film à un moment où ils, elles ne trouvaient pas de relais pour leur projet.

### Pour aller plus loin

*UE-Israël : le commerce avant le(s) droit(s) ?*, par Jean-François Lauwens avec Philippine Cartier, analyse Entraide et Fraternité, 2025

[entraide.be/publication/analyse2025-2/](https://entraide.be/publication/analyse2025-2/)



## La santé mentale, enjeu politique

Santé mentale et précarité : tel était le thème de la campagne d'Avent d'Action Vivre Ensemble fin 2024. À cette occasion, notre service politique a souhaité se lancer un nouveau défi : porter également auprès des décideurs et décideuses politiques les thématiques d'Action Vivre Ensemble et plus uniquement celles d'Entraide et Fraternité. En l'occurrence, il peut s'agir des autorités communales. Afin de saluer l'installation des nouvelles majorités communales, nous nous sommes concertés avec les associations de terrain actives dans le domaine à Liège, en tête desquelles Revers et Infirmiers de rue, pour porter leurs demandes et rédiger un mémorandum que nous avons remis à Jean-Paul Bonjean (PS), président du CPAS de Liège. L'objectif ? Encourager une approche de la précarité qui prenne en cause l'importance de cette souffrance psychique et, inversement, une approche de la souffrance psychique qui prenne en cause le rôle prépondérant de la précarité. Une démarche qui ne considère pas les problèmes de santé mentale chez les personnes comme des situations individuelles mais comme un enjeu de société et une responsabilité collective.

### Pour aller plus loin

*Quand la détresse est partout – Regards sur les liens entre précarité et santé mentale*, par Noémie Winandy, étude Action Vivre Ensemble, 2024

[vivre-ensemble.be/publication/etude-2024/](https://vivre-ensemble.be/publication/etude-2024/)





# Même acquises, les victoires restent menacées !

Partout en Europe, comme aux États-Unis, en Argentine, en Russie ou en Inde, les thèses de l'extrême droite sont au pouvoir. Aujourd'hui, il n'est plus simplement question d'obtenir des avancées en termes de justice sociale mais aussi... de faire en sorte que celles obtenues récemment ne soient pas détricotées. Comme c'est le cas du devoir de vigilance.



## La Commission exonère les entreprises de leurs responsabilités

Voici un an, la société civile se félicitait du vote de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises au Parlement européen. Désormais, les entreprises européennes pouvaient être logiquement considérées comme responsables des violations des droits sociaux (travail des enfants...) ou des destructions de l'environnement (déforestation, pollution...) commises par leurs filiales ou leurs sous-traitants dans les pays du Sud. Toujours plus à l'écoute de l'extrême droite qui roule pour le lobby industriel, la Commission européenne vient, sans la moindre honte, sous couvert de « simplification administrative » de proposer une « loi omnibus », autrement dit un gigantesque fourre-tout qui, à chaque ligne, vide de leur substance les avancées récentes quant à la responsabilité sociale et environnementale des multinationales. Un scandale éhonté.

## Financement de la Coopération : la Belgique n'est pas l'Amérique

En coupant du jour au lendemain tous les financements de l'USAid, l'agence de coopération américaine, Trump a mis en péril la vie de millions de personnes dans le monde, tout spécialement en Afrique. La RD Congo, spécialement importante pour les Belges, était (avec 1,28 milliard d'euros) le premier bénéficiaire mondial de l'aide américaine. C'est donc d'autant moins le moment de désinvestir dans la Coopération au développement belge, dont l'efficacité et l'expertise sont reconnues. Le nouveau gouvernement Arizona a annoncé une réduction de 25%. Le nouveau ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au développement, Maxime Prévot (Les Engagés), sera chargé de mener cette cure d'austérité. À la Chambre, il a rappelé : « Il convient de veiller à ce que cette réduction ait un minimum de répercussions sur la population dans nos pays partenaires. Nous devons aussi mener une réflexion plus approfondie afin d'accroître l'efficacité, les effets et la cohérence de la Coopération belge. Comme le dit l'adage, il faut faire d'une contrainte une opportunité. »

### Pour aller plus loin

[corporatejustice.org/publications/joint-statement-the-big-eu-deregulation/](https://corporatejustice.org/publications/joint-statement-the-big-eu-deregulation/)



### Pour aller plus loin

Alerte rouge sur la coopération au développement ?, par Jean-François Lauwens, analyse Entraide et Fraternité, 2024

[entraide.be/publication/analyse2024-09/](https://entraide.be/publication/analyse2024-09/)



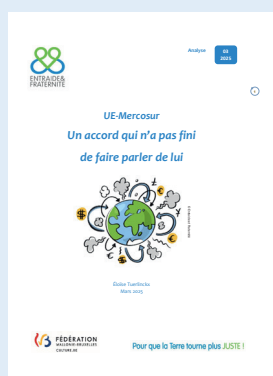
## Peut-on encore éviter le Traité UE-Mercosur ?

L'ensemble du monde agricole européen est opposé à la conclusion d'un accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur. On a déjà abondamment expliqué pourquoi ce Traité était une hérésie sur tous les plans. Mais la Commission européenne n'en a cure : obsédée à l'idée de créer « le plus grand marché du monde » en cette période où Trump déclare la guerre commerciale au monde entier, elle a forcé un accord à la fin de l'année. Elle s'est engagée de manière unilatérale alors que de nombreux pays comme la France sont opposés au texte. De plus, elle espère encore soustraire l'accord à l'approbation démocratique par les parlements. Le flou continue de persister : nous continuons de tout mettre en œuvre pour éviter ce scénario.

### Pour aller plus loin

*UE-Mercosur, un accord qui n'a pas fini de faire parler de lui* par Eloïse Tuerlinckx, analyse Entraide et Fraternité, 2025

[entraide.be/publication/analyse2025-3/](https://entraide.be/publication/analyse2025-3/)



## Le MR aime le poison dans nos assiettes

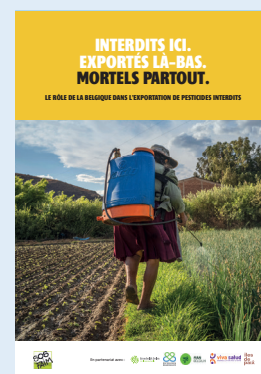
En 2023, avec d'autres ONG, nous avons obtenu une victoire majeure au sein de la coalition « Stop pesticides » : l'interdiction par la Belgique de l'exportation hors-UE de pesticides interdits pour des raisons sanitaires et environnementales au sein de l'UE. La Belgique est une championne de l'exportation de pesticides. Via des accords comme UE-Mercosur, ces poisons... reviennent pourtant dans nos assiettes ! L'interdiction doit entrer en vigueur le 28 mai. Mais le MR semble enclin à faire machine arrière. L'accord de gouvernement met, en effet, en avant la « *compétitivité des entreprises* » sans la moindre mention de cette interdiction. La Belgique a jusqu'ici refusé de signer l'appel danois à la généraliser au niveau européen, ce qui serait une avancée majeure. Le Danemark en fera une priorité de sa présidence de l'UE au second semestre 2025.



### Pour aller plus loin

*Interdits ici. Exportés là-bas. Mortels partout*

[stop-pesticides.be/wp-content/uploads/2023/02/Brochure-pesticides\\_FR\\_WEB.pdf](https://stop-pesticides.be/wp-content/uploads/2023/02/Brochure-pesticides_FR_WEB.pdf)





## « Transformer la dette en espoir »

**Le pape François a fait de la dette des pays du Sud un des axes forts du Jubilé 2025. Jean Paul II l'avait remis au goût du jour en 2000 avec d'importantes annulations de dettes à la clé. Moins médiatisée, la crise de la dette actuelle n'en est pas moins grave. Elle empêche aujourd'hui nombre de pays de répondre aux besoins de leur population.**

Aujourd'hui passée complètement sous les radars médiatiques et politiques, la crise de la dette des pays pauvres fait rage. Parmi eux, 19 consacrent plus d'argent à rembourser leur dette qu'à l'éducation et 45 consacrent plus de moyens à rembourser leurs créanciers qu'à la santé de leurs concitoyens et concitoyennes.

Cette situation n'est plus tenable mais la complexité des mécanismes rend les réformes difficiles.

De plus, la nature même des créanciers évolue.

Autrefois, les pays occidentaux étaient les principaux débiteurs des pays du Sud.

Désormais, ce sont des autocraties comme la Chine ou des créanciers privés (banques, assurances, fonds de pension...) qui possèdent la majeure partie de la dette des pays du Sud.

Et elles sont nettement moins enclines à « consentir » des réformes de la dette que nos pays.

Si, depuis 2000, le Saint-Siège investit ce terrain, c'est pour des raisons morales. Dans la tradition biblique, le Jubilé renvoie au fait que, tous les cinquante ans, on devait rendre leur liberté aux esclaves, redistribuer la propriété et donner à la terre une année de repos en la laissant en jachère. Dans ce cadre, il ne s'agit pas seulement d'effacer les dettes, mais d'améliorer les conditions qui amènent les pays pauvres à s'endetter. L'endettement des pays pauvres requiert des solutions internationales.

Depuis lors, la question du dérèglement climatique a considérablement aggravé la situation, les besoins et les défis, spécialement des pays pauvres. « *Tout est lié* », a rappelé le pape François dans *Laudato Si'*, encyclique dont le 10<sup>e</sup> anniversaire, le 24 mai, sera un des temps forts du Jubilé. Dans cette logique, « *la dette écologique et la dette financière sont les deux faces*

*d'une même pièce.* » Ce sont les pays du Nord qui ont épuisé les ressources des pays du Sud et ceux-ci ont besoin d'un allègement de leurs obligations financières pour pouvoir prendre des mesures qui permettent à leur population de s'adapter au dérèglement climatique. Il est donc absolument indispensable de mettre fin à la crise de la dette actuelle et de mettre en place un cadre multilatéral au niveau mondial. C'est le sens de la pétition que nous vous proposons de signer !





## Face à la dette, choisissons l'espérance

### Signez notre pétition

« Transformer la dette en espoir »

Sur le site **annulerladette.be**, vous pouvez signer la pétition mondiale lancée par Caritas International. Elle demande aux dirigeants du monde entier

- ✔ de mettre fin à la crise de la dette maintenant en annulant et en remédiant aux dettes injustes et insoutenables, sans conditions de politique économique
- ✔ d'empêcher que les crises de la dette se reproduisent en s'attaquant à leurs causes profondes, en réformant le système financier mondial pour donner la priorité aux personnes et à la planète
- ✔ d'établir un cadre permanent, transparent, contraignant et global de la dette au sein des Nations unies.

“

La dette extérieure est devenue un instrument de contrôle par lequel certains gouvernements et institutions financières privées des pays les plus riches n'hésitent pas à exploiter, sans discernement, les ressources humaines et naturelles des pays les plus pauvres, afin de satisfaire les besoins de leurs propres marchés. [...]

Dettes écologique et dette extérieure sont les deux faces d'une même médaille, de cette logique d'exploitation qui culmine dans la crise de la dette.

Message du pape François pour la Journée mondiale de la paix, le 1<sup>er</sup> janvier 2025

”



Décodage

# Ce qu'il faut savoir sur la crise de la dette



ENTRAIDE &  
FRATERNITE  
ACTION  
VIVRE ENSEMBLE

**Juste Terre!** mensuel  
de l'ASBL Entraide et Fraternité et  
de l'ASBL Action Vivre Ensemble  
(ne paraît pas en juillet et en août)

#### Siège

rue du Gouvernement Provisoire, 32  
1000 Bruxelles | T 02 227 66 80  
info@entraide.be  
info@vivre-ensemble.be  
www.entraide.be  
www.vivre-ensemble.be

Suivez-nous



Dans un souci d'équité, le magazine  
s'efforce de privilégier l'écriture  
inclusive.

#### Conception - coordination

C. Houssiau, V. Martin, Q. Minsier

#### Éditrice responsable

A. Fischer

#### Studio et imprimerie

Snel à Vottem, Belgique



#### Crédits photos

Entraide et Fraternité  
Action Vivre Ensemble  
(sauf mention contraire)

Ce papier est issu de forêts gérées  
durablement.



Avec le soutien de



**Belgique**  
partenaire du développement



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

Les deux ASBL sont habilitées à  
recevoir des legs par testament.

## 1. La crise actuelle de la dette est mondiale

Plus de 100 pays sont aujourd'hui confrontés à une crise de la dette et 60 % de leurs dettes sont détenus par des créanciers privés, ce qui rend la résolution de la dette plus complexe.

## 2. Le surendettement menace le développement

Le FMI et la Banque mondiale estiment que 60 % des pays à faible revenu sont au point ou proches du « surendettement », c'est-à-dire qu'ils ne peuvent plus faire face à leurs obligations de remboursement.

## 3. Le coût de la dette dépasse les dépenses essentielles

48, c'est le nombre stupéfiant de pays en développement dépensant plus pour le paiement des intérêts de la dette que pour la santé ou l'éducation, ce qui ne fait qu'aggraver les inégalités et la pauvreté.

## 4. La dette au détriment de la santé et de l'éducation

Plus de 3,3 milliards de personnes vivent dans des pays où les gouvernements consacrent plus d'argent au remboursement de la dette qu'aux services essentiels tels que la santé ou l'éducation.

## 5. Les pays riches alimentent l'accumulation de la dette

Plus de 80 % de la nouvelle dette mondiale en 2023 provient de pays riches comme les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni et la France. Pendant ce temps, les pays en développement peinent à gérer le fardeau de leur dette.

## 6. Le coût de l'emprunt est injuste et insoutenable

Les pays en développement sont confrontés à des taux d'intérêt de 2 à 12 fois supérieurs à ceux des pays riches, ce qui les enferme dans un cycle d'endettement.

## 7. Les dettes augmentent

À la suite des prêts prédateurs, des effets économiques de la pandémie et de l'inflation mondiale, les pays sont plus endettés que jamais.